

# Italie, les élections régionales de 2010

## Franco Russo

*Ancien député italien, membre du réseau de la Charte pour une autre Europe du Forum social européen, du Forum de l'environnement (Association rossoverde), de Transform!*

Comme en France, c'est l'abstentionnisme qui a gagné en Italie: aux élections régionales de 2010, 36,5% de l'électorat n'ont pas voté, taux le plus élevé depuis 1948.

Les abstentionnistes forment la majorité relative de l'électorat italien, qui dépasse d'une grande longueur les résultats des grands partis: le PdL (Peuple des libertés), le parti de Berlusconi, a atteint 29,6% (avec 6 649 352 voix); le PD (Parti démocrate), dirigé par Bersani, 26,1% (avec 5 850 800 voix). La Ligue du Nord, de Bossi, 12,3% (avec 2 794 874 voix); l'IdV (Italie des valeurs), de l'ex-magistrat Di Pietro, 7% (1 564 786 voix); l'UDC (Union démocratique du centre), conduite par le catholique Casini 5,6% (1 274 830 voix).

L'ensemble des listes de gauche—Fédération de la gauche (Refondation communiste, Parti des communistes italiens, Socialisme 2000, Travail et solidarité), Gauche écologie liberté (SEL), et les Verts, a obtenu environ 7% (1 435 689 voix), avec une perte de 291 716 voix par rapport aux élections européennes de 2009.

En particulier, la Fédération de la gauche <sup>1</sup> obtient 646 735 voix avec une perte de 421 962 sur le scrutin européen, qui porte son pourcentage de 3,5% en 2009 à 2,7% en 2010.

SEL, la formation dans laquelle ont convergé une partie de Refondation et une partie des Verts, obtient 3,3%; les Verts sont réduits autour d'1%.

L'abstentionnisme ne concerne plus seulement les électeurs de centre droit, traditionnellement les plus enclins à la non participation ; il frappe désormais aussi les partis dits de centre gauche et même les partis de gauche—signe sans équivoque de désillusion à l'égard de leurs politiques et de leurs dirigeants.

À l'origine de cette désillusion se trouvent encore l'expérience négative du second gouvernement Prodi de 2006-2008 et l'atomisation de la gauche prétendument radicale—RC, PdCI, SEL, Verts. Leur disparition du parlement national et du parlement européen en 2008 et 2009 a ôté de la crédibilité aux «petits partis» de la gauche, qui, par pur instinct de survie, ont, durant ces élections, reconstruit des alliances avec le PD reproduisant au niveau régional—parfois en pire—les alliances de centre gauche.

I

La FdG s'est présentée dans 10 régions avec le PD, seule dans deux régions (Lombardie et Campanie) et, dans les Marches, avec un dispositif électoral construit autour de l'association Chantier pour une autre politique, une expérience de citoyenneté active (sur laquelle je reviendrai ultérieurement). L'électorat a pénalisé ces choix multiples (ou opportunistes?) par une baisse des suffrages non seulement parce que la FdG a choisi de nouveau l'alliance avec le PD en dépit des très mauvaises expériences faites avec le gouvernement Prodi et les gouvernements locaux, mais surtout parce que, dans trois régions (Ligurie, Piémont et Basilicate), l'alliance de «centre gauche» incluait même le parti de centre conservateur, l'UDC de Casini—comme un parti à la droite du MoDem en France—, lié pendant longtemps à Berlusconi, avec lequel il s'est allié aussi pour ces élections dans des régions clefs comme le Latium et la Campanie.

Que ce soit dans des alliances ou bien seule, la FdG a connu de forts reculs. Lorsqu'elle s'est présentée seule comme en Lombardie—où le PD a décidé de la tenir à l'écart de l'alliance électorale—les résultats ont été mauvais : 113 749 voix et un taux de 2,36%.

En Lombardie, par rapport aux élections de 2009, 33 196 voix ont été perdues ; par comparaison avec les élections régionales de 2005, 134 954 voix ont été perdues, alors qu'à l'époque 248 703 votes avaient été obtenus (5.67%). Certes, en 2008, il y a eu la scission, mais, même en additionnant les votes de la SEL, en Lombardie, 40 000 voix se sont bel et bien perdues.

Même en Campanie, où la FdG a refusé son soutien au candidat du PD De Luca (célèbre pour ses politiques xénophobes et populistes), elle a recueilli 43 097 voix qui représentent 1,56%, perdant plus de la moitié de son électorat.

Dans les Marches, on a eu l'unique affirmation d'une proposition d'alternative de gauche, parce qu'elle a refusé l'alliance avec le PD et l'UDC (acceptée par la FdG dans d'autres régions derrière le paravent de l'accord tactique),

et que, autour de l'association Chantier pour une autre politique, animée par Massimo Rossi, ex-président de la province d'Ascoli-Piceno s'est réalisée une alliance électorale entre la FdG, la SEL et les Verts. Le résultat a été excellent : 54 851 suffrages, c'est-à-dire 7,11 % avec l'élection de deux conseillers. Cette expérience montre la voie principale que doit prendre la FdG pour renouer ses liens avec le très grand nombre d'expériences de conflits sociaux et territoriaux.

## II

La SEL a remporté un succès dans la région des Pouilles où Nichi Vendola a gagné les élections primaires pour le choix du candidat contre une campagne orchestrée par Massimo D'Alema décidé à le sacrifier pour resserrer l'alliance avec l'UDC de Casini en vue des élections politiques de 2013—certes lointaines mais conditionnant déjà la suite. Vendola a été réélu avec 48 % des suffrages. Il a obtenu un succès personnel surtout pour la résistance qu'il a opposée à sa « destitution », lorsqu'il était déjà président de la Région. La campagne de D'Alema l'a revitalisé malgré le fait que Vendola ait dû, en 2009, reconstruire l'exécutif régional à partir de zéro car le vice-président et des membres de son exécutif avaient été accusés de corruption, soit pour avoir reçu de l'argent soit pour avoir « joui » de rapports sexuels avec des *escort* payées par l'entrepreneur Tarantini—le même qui a financé, sur ses deniers personnels, des *escort* pour le président du Conseil, Berlusconi.

Au niveau national, l'effet Vendola n'a pas rapporté de résultats particulièrement positifs à la SEL qui pourtant joue son rôle politique au sein du centre gauche en agissant sur les conflits internes du PD. C'est en somme une sorte de courant externe qui vise à conditionner les résultats de l'affrontement interne, toujours vif depuis sa création—fruit de la rencontre de composantes de la vieille DC (Démocratie chrétienne) et du vieux PCI (mystères de la politique italienne que ce mélange entre « ennemis » pluridécennaux).

En Italie, on note une consolidation—et c'est un symptôme social à ne pas négliger—du phénomène Grillo, un acteur utilisant les armes de sa satire mordante pour dénoncer les scandales qui minent l'éthique publique ainsi que la dégradation environnementale : une dénonciation, fortement pétrie d'antipartisme avec un appel à l'action directe des citoyens en dehors des oligarchies des partis—de droite et de gauche. C'est une communauté politique « numérique », qui s'avance en utilisant les médias électroniques—*blog, Facebook, Twitter*.

Il s'inspire du « mouvement violet », selon sa couleur distinctive, qui a organisé deux grandes manifestations contre Berlusconi et ses lois « ad personam » destinées à échapper à ses nombreux procès.

Dans quelques régions, le Mouvement 5 étoiles—c'est avec ce symbole qu'il a affronté les élections—a connu des succès notables, conquis en de-

hors de toute alliance (une vraie leçon pour la FdG). J'en mentionne trois. Le premier dans le Piémont. Depuis des années, dans le Val de Suse, a lieu une lutte contre le train à grande vitesse (TAV) face à l'exécutif régional de centre gauche dirigé par Mercedes Bresso, favorable à ce projet dévastateur pour l'environnement au nom de la construction des grands couloirs européens. Bresso l'a repris dans son programme accepté tant par l'UDC que par la FdG. Le résultat a été que les électeurs du Val de Suse ont voté massivement pour le Mouvement de Grillo, qui a confirmé son non au TAV (soutenant les populations en lutte) et qu'ils ont pénalisé la FdG.

M. Bresso a perdu parce qu'il n'a pas convaincu les électeurs de gauche qu'il fallait s'allier avec l'UDC de Casini et soutenir le TAV. Le Mouvement de Grillo a montré, comme cela s'est produit dans les Marches pour Massimo Rossi, que l'on peut conquérir des sièges en dehors de l'Alliance avec le PD, en soutenant les luttes des citoyens.

Le second succès—même si aucun siège n'a été remporté, tout comme la FdG par ailleurs—est la Lombardie où le candidat du Mouvement 5 étoiles, se présentant pour la première fois aux élections, a obtenu 144 585 voix (2,99%) face aux 2,36% (113 754 voix) d'Agnoletto, candidat de la FdG.

Bien entendu, la liste de Grillo a atteint son meilleur résultat en Émilie-Romagne qui, depuis toujours dirigée d'abord par le PCI puis par le PD, a représenté une des bases de l'implantation du PCI en raison de sa stratégie interclassiste d'alliance avec les couches moyennes productives. Depuis des décennies, l'Émilie est au centre du pouvoir économique des grandes coopératives de la distribution et de la construction, en symbiose avec la moyenne et petite industrie (des céramiques à la mécanique). C'est un pouvoir qui se développe à partir d'un contrôle ramifié fondé sur l'échange entre paix sociale et politiques distributives d'État-providence : un modèle de pacification mis en crise, un temps, à gauche, par la contestation de 1977 et aujourd'hui attaqué à droite avec la pénétration de la Ligue. Le PD reste fort mais a perdu des voix—Errani, candidat du PD à la présidence, a obtenu 52,07%, perdant 10 points par rapport aux élections régionales de 2005 (en termes absolus, environ 400 000 voix).

Le Mouvement de Grillo, à l'extérieur de l'alliance et du système de pouvoir du centre gauche, a obtenu 161 056 voix, soit 7%, avec l'élection de deux conseillers ; pour mesurer ce succès on doit savoir que la FdG, depuis toujours alliée au PD en Émilie, a obtenu 35 028 voix (c'est-à-dire 2,79%).

### III

Le PD, comme on l'a dit, obtient 26,1%, avec un résultat pire qu'aux élections européennes et perd 4 régions par rapport à 2005 : Piémont, Latium, Calabre et Campanie. Pour mesurer sa défaite, il suffit de penser que désor-

mais le centre droit administre 11 régions dont la population atteint 41,8 millions (sur environ 60 millions au niveau national) et qui produisent 70% du PIB.

Ces deux données montrent que le PD, sauf en Émilie, Toscane et Marches, n'est pas lié aux divers secteurs de la bourgeoisie «productive»—grande, moyenne et petite industries, artisanat, travailleurs agricoles, travailleurs indépendants—et, parallèlement, a distendu ses liens avec les différents secteurs de la classe ouvrière—travailleurs salariés de l'industrie et des services, précaires, et «code TVA». En Italie circule la plaisanterie selon laquelle l'électorat PD est celui des fonctionnaires, des retraités et des «bobos», la bourgeoisie bohème, lectrice assidue de *La Repubblica* de l'industriel Carlo De Benedetti qui depuis des décennies dicte l'agenda politique du PD. Lors de la dernière assemblée de la Confindustria<sup>2</sup> de Parme, Bersani qui, en tant que ministre de l'Industrie, avait eu recours à des accords patronaux pour ses politiques de privatisations, a été accueilli froidement—signe que son libéralisme tempéré n'attire plus le patronat, et, simultanément, lui a aliéné les couches populaires.

Dans le camp du centre gauche, l'Italie des valeurs (IdV) continue à s'affirmer. Elle est conduite par Di Pietro qui, fort de son expérience de magistrat et d'ex-policier, a mis au centre de sa stratégie la lutte contre la personne de Berlusconi pour ses procès et pour les scandales y compris privés dans lesquels est impliqué le «Tycoon des médias», président du Conseil et leader du PdL. Le soutien à l'IdV est important. Il atteint 7% des suffrages et obtient, en nombre absolu, 1 564 786 voix.

Di Pietro adhère à une idéologie politique modérée—il faut rappeler qu'il soutient une politique de compression de l'immigration, qu'il vote en faveur des missions militaires, qu'il a soutenu en tant que ministre le TAV ainsi que la construction de l'autre grand projet, le Pont sullo Stretto en Sicile. En l'absence de propositions alternatives, il recueille les votes de ceux qui sont les plus hostiles à la personne de Berlusconi et à ses méfaits. En résumé son drapeau est celui de l'antiberlusconisme flamboyant. Dans le même temps, Di Pietro poursuit une stratégie d'hégémonie sur les «petits partis» de la gauche et sur les mouvements territoriaux, attirant même d'anciens dirigeants de Rifondazione et du PD. En fait, il est en train d'opérer un siphonage à gauche : ses voix proviennent d'un transfert d'un parti de centre gauche à un autre.

#### IV

Venons-en aux vainqueurs de ces élections régionales : à Berlusconi et à Bossi, piliers du centre droit, qui ont seulement été perturbés dans leur ambition par le président de la Chambre, Fini, qui lui aussi souhaitait prendre une part active au pouvoir politique.

La Ligue atteint 12,3% à l'échelle nationale, tout en étant concentrée dans le Nord, où elle a atteint les scores suivants au niveau régional : 16,73% dans

le Piémont, 26,20% en Lombardie et 35,15% en Vénétie. Dans les régions les plus riches du pays, où se concentre la production industrielle et tertiaire la plus avancée, la Ligue s'affirme comme une grande force politique de masse et conquiert directement les présidences de région dans le Piémont et en Vénétie.

On note, ensuite, que la Ligue pénètre dans le «royaume du PD»: en Émilie elle atteint 13,67%, en Toscane 6,5%, dans les Marches 6,32% et s'arrête à 4,33% en Ombrie.

La Ligue n'est pas seulement un mouvement idéologique xénophobe, c'est un mouvement fortement relié au monde de la production de la petite et moyenne industrie confronté au marché globalisé; elle est également liée à l'artisanat, au monde agricole et au travail indépendant: au nom de la défense des «couches productives», elle dresse ensemble patrons et travailleurs contre l'État central, accusé de voler les ressources et de les distribuer «à celui qui ne produit pas». Son fédéralisme n'a pas pour but le développement de la démocratie participative et le contrôle sur les centres d'achat locaux et nationaux, mais c'est une stratégie pour construire des macro-régions, insérées dans le marché mondial, redéfinissant la géographie politico-institutionnelle de l'Italie. La Vénétie regarde vers la Bavière et le Piémont vers la France du Sud-est. Il s'agit d'un projet économique-social dicté par les couches dynamiques de l'Italie du Nord qui, après avoir exploité les masses méridionales et utilisé l'État national dans les processus d'accumulation des années 1950 et 1960, sont désormais intéressées par l'intégration dans les macro-régions transnationales de l'Europe centrale. La rhétorique de Bossi n'est pas celle de Le Pen faite seulement de racisme et de foi nationaliste.

La Ligue conçoit bien clairement les intérêts de classe qu'elle vise à défendre et le fait avec des politiques capables, en invoquant la sécurité, de pénétrer aussi les strates populaires. Celles-ci se sentent concernées non seulement parce qu'elles sont appelées à défendre leur identité face à la «menace» des migrants, mais aussi parce qu'elles sont entourées de politiques interclassistes: le petit patron travaille à côté de son ouvrier et le destin de l'entreprise est aussi le destin de l'ouvrier à qui la Ligue offre la priorité de la jouissance des services sociaux administrés par ses élus.

Enfin Berlusconi. Il semblait qu'il aurait dû être, comme Sarkozy, pénalisé aux élections régionales pour ses multiples conflits d'intérêt, pour ses nombreux procès, pour les scandales de sa vie privée, pour la crise financière et sociale, pour des erreurs aussi dans la présentation des listes—à Rome, son parti n'a carrément pas pu participer aux élections.

Pourtant, malgré tout cela, Berlusconi l'a emporté par les chiffres, et surtout politiquement puisqu'il gagne dans des régions difficiles—Piémont et Latium—et qu'il conquiert des régions comme la Campanie dirigée depuis 10

ans par le PD de Bassolino (originaire du PCI) et la Calabre qui était également dirigée par un dirigeant du PD (mais issu de la DC).

Pour juger Berlusconi, il convient de ne pas tomber dans le piège médiatique des scandales, même s'ils témoignent de la dégradation de l'éthique publique en Italie. Tout d'abord, il s'appuie politiquement sur le patronat dans la diversité de sa composition, du grand au petit jusqu'à ceux qu'on nomme «code TVA», travailleurs faussement indépendants—en réalité nouveau prolétariat de services souvent même de pointe.

En second lieu, il a un rapport privilégié avec la Confindustria, tant et si bien que les politiques du travail, du développement industriel, de la formation et de la recherche sont adjugées directement aux bureaux de la Confindustria qui dictent jusqu'aux textes législatifs.

En troisième lieu, Berlusconi est l'expression de la «présidentialisation des exécutifs», phénomène qui regarde l'ensemble des régimes politiques occidentaux. Il agit en particulier, comme représentant de la démocratie majoritaire (connue en France, depuis les années trente, comme «démocratie directe») : le chef de l'exécutif, élu par la majorité des citoyens, en incarne et interprète la volonté. Il se considère comme le représentant exclusif du peuple qui l'a élu et agit donc comme l'unique institution démocratiquement légitimée, contrairement aux juges qui, non élus, ne peuvent donc pas, par leurs actions pénales, entraver la volonté populaire exprimée par les élections et au travers de l'élu. Le «chef» est le peuple : *rex est populus*, disait le vieux réactionnaire Hobbes. Cette tendance césariste, comme la nomme le plus moderne Weber, est un trait caractéristique des démocraties. Pour cela, il est bon de ne pas voir en Berlusconi «un histrion de la politique populiste». L'Italie a expérimenté, en premier, des régimes autoritaires de masse, comme le fut le fascisme. Espérons qu'elle ne soit pas de nouveau le terrain d'expériences réactionnaires pour le 21<sup>e</sup> siècle également.

## V

Que faire à gauche ? Les dirigeants de la SEL observent ce qui se passe à l'intérieur du PD et ils en attendent des «faits nouveaux»; ils proposent les «ateliers de Nichi» pour rebattre les cartes et reconstruire le rapport avec le peuple de gauche profondément déçu par les partis—Vendola a renforcé les accents antipartis, comme si on avait besoin, dans cette phase, de *leaders* antipolitiques de droite et de gauche.

La FdG affirme que, quels que soient ses résultats «insatisfaisants» (bizarre précaution de langage), elle a sauvé sa «peau» et que ses choix, même contradictoires en eux-mêmes, ont permis de sauvegarder projet et organisation.

Peut-on avoir un projet séduisant rassemblant des groupes dirigeants qui, depuis des années, du gouvernement Prodi jusqu'aux élections de 2008, 2009,

et 2010, ont mené la gauche de transformation à la défaite? A-t-on besoin d'une Fédération de gauche qui s'en remet de nouveau au PD, au nom de l'antiberlusconisme? Cette expérience n'a-t-elle pas déjà été faite en 2006, avec les désastres du gouvernement Prodi?

À l'inverse, et ce sera un travail de longue haleine, ne faut-il pas engager une «longue marche» dans la société pour construire des relations sociales, des rapports avec les organisations, les associations à partir de ce qui existe à l'extérieur des petits partis pour que, d'en bas, à travers des processus fédératifs, se reconstruisent des sujets politico-sociaux et de nouvelles représentations?

La discussion est ouverte.

### Notes

1. FdG, en français. (Ndt)
2. Équivalent du MEDEF français.